

03 DEC 2024

L'ADMINISTRATEUR DES ZONES ECONOMIQUES SPECIALES

- VU la Constitution ;
- VU la loi n°2007-13 du 19 février 2007 autorisant la création d'une société anonyme à participation publique majoritaire dénommée APIX SA, modifiée par la loi n°2007-33 du 31 décembre 2007 ;
- VU la loi 2017-06 du 06 janvier 2017 portant sur les Zones économiques spéciales (ZES) ;
- VU la loi 2017-07 du 06 janvier 2017 portant dispositif d'incitations applicables dans les Zones économiques spéciales (ZES) ;
- VU le décret n°2007-1591 du 31 décembre 2007 portant application de la loi n°2007-13 du 19 février 2007 autorisant la création d'une société anonyme à participation publique majoritaire dénommée APIX SA, complété par le décret n°2011-111 du 24 janvier 2011 ;
- VU le décret n°2017- 534 du 13 avril 2017 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Comité paritaire public privé ;
- VU le décret 2017- 535 du 13 avril 2017 portant application de la loi 2017-06 du 06 janvier 2017 portant sur les Zones économiques spéciales ;
- VU le décret 2017-1174 du 02 juin 2017 portant application de la loi 2017-07 du 06 janvier 2017 portant dispositif d'incitation applicable dans les Zones économiques spéciales ;
- VU le décret n°2017- 2189 du 22 novembre 2017 portant admission de la zone industrielle de Sandiara au régime de Zone Economique Spéciale ;
- Vu le Procès-Verbal de la session du 10 mai 2024 du Conseil d'Administration de la société anonyme APIX SA portant nomination du Directeur Général d'APIX SA ;
- VU le règlement d'application n°01-2022 du 14 octobre 2022 de la loi 2017-06 du 06 janvier 2017 portant sur les Zones Economiques Spéciales, relatif aux modalités d'application et d'émission des autorisations d'installation et des agréments délivrés dans les Zones Economiques Spéciales ;
- VU la décision n°80 du 03 juillet 2024 portant autorisation d'installation de la société au sein de la Zone Economique Spéciale de Sandiara en Zone B ;
- Vu la lettre en date du 02 septembre 2024 portant demande d'agrément de la société « 3 MD INDUSTRIES SAS » ;
- Vu la décision n°88 du 20 novembre 2024 portant agrément au statut d'entreprise exonérée de la société « 3 MD INDUSTRIES SAS » ;
- VU l'avis favorable du comité d'examen des demandes d'agrément, réuni le jeudi 24 octobre 2024 ;

Sur rapport de l'Administrateur Délégué des Zones Economiques Spéciales.

--DECIDE--

Article premier : La Décision n°80 du 03 juillet 2024 portant autorisation d'installation de la société «**3MD INDUSTRIES SAS** » en Zone B au sein de la Zone Economique Spéciale de Sandiara, est abrogée.

La société « **3 MD INDUSTRIES SAS** », est autorisée à s'installer en Zone A dans la Zone Economique Spéciale de Sandiara (ZESS) dans le cadre de ses activités de fabrication de matériels électriques.

- Article 2 :** La société « **3 MD INDUSTRIES SAS** » est tenue :
- de réaliser au moins 50% de son chiffre d'affaires à l'exportation,
 - de créer au moins cinq (5) emplois directs pour cent (100) m² de bâtiment industriel occupé dès la première année d'exercice,
 - de réaliser un investissement minimum de cinq cent millions (500.000.000) de francs CFA

- Article 3 :** La société « **3 MD INDUSTRIES SAS** » est soumise aux obligations ci-après :
- Détenir, conformément aux procédures établies, les permis d'occupation et de construction, les certificats d'achèvement de construction et tout autre document requis ;
 - Respecter les délais et engagements souscrits auprès d'APIX S.A ;
 - Prévoir des mécanismes de renforcement des capacités des employés ;
 - Conserver tous les états financiers et autres livres, archives et registres comptables de l'entreprise, conformément à la réglementation comptable applicable ;
 - Soumettre à APIX S.A, dans un délai n'excédant pas quatre (04) mois après la clôture annuelle des comptes, un rapport annuel qui fournit, notamment, les informations suivantes :
 - o la liste des investissements réalisés ou entrepris au cours de l'exercice écoulé et ceux prévus pour l'exercice suivant, incluant tout projet d'extension envisagé ;
 - o l'état d'exécution des engagements souscrits ;
 - o le volume des importations, des exportations, et des ventes et dans le territoire douanier national ;
 - Se conformer à toute autre obligation légale, sauf dérogation prévue par la réglementation en vigueur dans les ZES.

Article 4 : Toute violation de l'une des obligations énumérées à l'article 3 de la présente décision sera sanctionnée conformément à l'article 26 du décret n°2017-535 du 13 avril 2017 portant application de la loi 2017-06 du 06 janvier 2017 portant sur les Zones économiques spéciales.

Article 5 : La présente Décision sera publiée sur le portail électronique d'APIX SA ainsi que par tout autre moyen garantissant la bonne information des tiers intéressés.

Ampliation :

- Ministère des Finances et du Budget (cab)
- DGID
- DGD
- 3 MD INDUSTRIES SAS
- MAIRIE DE SANDIARA

